

Lutte de classe

G20 : Haro sur le prolétariat mondial !

L'internationale des brigands capitalistes serre les rangs contre tous les peuples à qui ils entendent faire payer le prix fort la survie du système économique capitaliste. Voilà comment on pourrait résumer en quelques mots la réunion du G20 d'hier.

C'est ainsi que Gordon Brown a annoncé « *l'union mondiale face à la récession* », lors de la conférence de clôture du sommet du G20 (Reuters 02.04), lire « *l'union mondiale* » du capital face au péril que représente pour lui la lutte de classe du prolétariat. Il s'agissait pour eux de resserrer les rangs avant la tempête qui s'annonce, de tout faire pour empêcher que les rapports entre les classes ne s'inversent, le pire scénario serait que profitant de la crise le prolétariat cherche une issue politique indépendante pour la résoudre à sa manière, par exemple en renouant avec le programme de la révolution socialiste internationale.

Ils n'ont pas manqué de superlatifs pour saluer les « *progrès immenses* » (Sarkozy) réalisés lors de ce G20, alors que le communiqué final qui devait clôturer cette réunion était déjà entre les mains des médias **avant** même qu'elle ne débute ! Une conférence digne d'une mauvaise comédie de boulevard.

Une fois passées les apparences, la réalité de la crise n'a pas changé en 24h et va continuer de s'imposer et de faire des ravages.

Sur le fond, au G20 d'hier les dirigeants des premières économies mondiales et des principaux pays émergents se sont engagés à tripler les ressources du FMI, à accroître la régulation du système financier et à publier une liste des paradis fiscaux a-t-on appris. Voyons de plus près de quoi la bête immonde a accouché.

Un programme de guerre contre le prolétariat mondial.

Leur communiqué en six points à le mérite d'être clair, le G20 s'engage à « *faire le nécessaire pour : restaurer la confiance, la croissance et l'emploi ; réparer le système financier pour permettre la reprise du crédit ; renforcer la régulation financière pour restaurer la confiance ; financer et réformer (les) institutions financières internationales pour surmonter cette crise et en empêcher de futures ; promouvoir le commerce mondial et l'investissement et rejeter le protectionnisme ; construire une reprise complète, écologique et durable.* »

La talonnette dans le rôle ingrat de l'autruche.

Sarkozy a dit : « *Il est maintenant acté que c'est la défaillance de la régulation qui est à l'origine de la crise financière, laquelle crise financière est à l'origine de la crise de l'économie* ». L'air de dire : au-delà des arguments qu'on avance, ne cherchez pas d'autres explications à cette crise, il n'y en a pas, le capitalisme n'est pas en cause. Ils ont tous dit cela en 1825, 1837, 1847, 1857, 1866... 1929, 1974, 1990, 1999, 2003, 2007 !

Ne vous inquiétez pas, on fera en sorte de ne rien vous demander. Pas question de mettre fin aux paradis fiscaux ou au secret bancaire.

« *Nous nous sommes mis d'accord pour mettre fin à la non-coopération des paradis fiscaux, qui ne transmettent pas d'informations lorsqu'on le leur demande. Le secret bancaire d'autrefois doit prendre fin.* » (G. Brown). On y reviendra plus loin avec la liste publiée par l'OCDE.

Le message aux rentiers, banquiers, patrons et actionnaires des grandes entreprises : Ne vous inquiétez pas, vous continuerez de toucher des rémunérations mirobolantes.

« *Nous achèverons la création de collèges internationaux de supervision des institutions financières et mettront en place à l'échelle mondiale de nouvelles règles sur les salaires et les bonus, qui reflèteront les performances réelles et ne récompenseront plus les échecs.* »

Il s'agit du Conseil de stabilité financière (Financial Stability Board) qui remplacera le Forum de stabilité financière créé en 1999 à l'initiative du G7, et qui collaborera avec le FMI pour identifier les risques économiques et financiers et les mesures nécessaires pour y faire face disent-ils. Il faut lire cette annonce en ayant à l'esprit qu'ils étaient parfaitement au courant des outils financiers que les institutions du même nom avaient créés et perfectionnés au cours des dernières décennies.

1.100 milliards de dollars en plus des 5.000 milliards environ déjà engagés pour sauver le capitalisme mondial de la débâche.

L'ensemble des mesures décidées à Londres représentent un plan général de 1.100 milliards de dollars qui seront injectés dans l'économie mondiale par diverses institutions, dont le FMI à hauteur de 1.000 milliards de dollars, tandis que les banques multilatérales de développement de type BERD ou Banque inter-américaine de développement ajouteront un total de 100 milliards de dollars.

Le FMI prête de l'argent aux Etats, il est le fer de lance du combat du capital contre les droits sociaux de tous les peuples à travers la privatisation des services publics et l'imposition de plans d'ajustement structurel, il se voit ainsi confirmer dans sa mission destructrice et porté au pinacle par l'impérialisme. Le brigandage exercé par les multinationales sur tous les continents et plus particulièrement sur les pays les plus pauvres, va pouvoir se poursuivre avec l'aval des chefs d'Etat des pays capitalistes les plus puissants du monde.

Au fait, et la dette des pays les plus pauvres qui ont déjà réglés en intérêts plusieurs fois le capital que le FMI ou la Banque mondiale leur avait prêté, elle devient quoi dans cette histoire ? Les chefs d'Etat se sont entendus pour l'accroître via le FMI, tout simplement.

Info ou intox ? Entre réalité et hypocrisie, ils sont incapables de dire si ces mesures suffiront pour enrayer cette crise.

« Il n'y aura pas de solution rapide, mais grâce aux six engagements que nous avons pris aujourd'hui, nous pouvons raccourcir la récession et sauver des emplois. » (G. Brown) Il veut dire sauver les meubles du capitalisme.

Il faut relier aux milliards de dollars versés aux capitalistes l'intérêt qu'ils portent à l'emploi.

Cet argent n'a pas pour fonction de sauver des emplois, mais au contraire de financer les plans de licenciements qui résultent notamment de la fermeture des entreprises les moins compétitives. Il va servir au capitalisme pour se restructurer afin d'augmenter la concentration de la production et de la productivité dans l'objectif de dégager des profits plus importants.

L'augmentation de la productivité sera en grande partie réalisée grâce aux conditions d'embauche et de rémunération qui seront revues à la baisse par rapport à celles qui existaient dans les entreprises qui ont été liquidées. Mode d'emploi. Ils commencent par virer des dizaines de millions de travailleurs qui percevaient des salaires plus élevés en raison de leurs anciennetés et des augmentations de salaires qu'ils avaient perçues au cours des années passées, et ils les remplacent par des contrats de travail le plus souvent précaires avec des salaires minimums à l'embauche sous la pression du chômage, la différence entre les deux calculées sur des dizaines de millions de salariés se chiffrera en dizaines de milliards de dollars d'économie pour les patrons, tandis que le prolétariat sera confiné dans la pauvreté et la surexploitation.

On peut donc tirer comme enseignement de ce G20, qu'il avait pour raison d'être et objectif de décider à l'échelle mondiale d'aligner les conditions de travail et de rémunération de la classe ouvrière sur celles des pays où elle est la plus exploitée, ce qui d'une certaine manière témoigne de leur incapacité à surmonter cette crise du capitalisme par d'autres moyens tout en se préparant ensemble à affronter le prolétariat à l'échelle mondiale. Finalement, l'unité affichée par ces différents chefs d'Etat témoigne uniquement de leur totale solidarité face à la montée de la lutte de classe du prolétariat dans tous les pays.

Et la question des paradis fiscaux. Un tour de passe-passe.

La manière dont ils ont abordé cette question suffit à elle-seule pour comprendre que leur conférence a accouché d'une souris.

Première étape. Jeudi matin, la Chine, par la voix de son ministère des Affaires étrangères, s'était dite prête à soutenir cet effort particulier, tout en soulignant qu'elle n'envisageait pas que ses territoires de Hong Kong et Macao soient considérés comme des paradis fiscaux.

Deuxième étape. L'OCDE était chargée de publier la liste des paradis fiscaux en classant tous les pays concernés en trois catégories - blanche, grise et noire - selon leur degré de transparence. Cherchez l'erreur ou plutôt la catégorie et les noms manquants.

Voici cette liste. (Reuters 03.04)

Sur la liste noire figure : le Costa Rica, la Malaisie (Labuan), les Philippines et l'Uruguay.

Sur la liste gris clair figure : l'Autriche, la Belgique, le Brunei, le Chili, le Guatemala, le Luxembourg, Singapour et la Suisse.

Sur la liste gris foncé figure : Andorre, Anguilla Antigua, Barbade, Aruba, Bahamas, Bahrein, Belize, les Bermudes, les îles vierges anglaises, les îles Cayman, les îles Cook, la Dominique, Gibraltar, Grenade, Liberia, le Liechtenstein, les Iles Marshall, Monaco, Montserrat, Nauru, les Antilles néerlandaises, Niue, Panama, St Kitts and Nevis, Sainte Lucie, Saint Vincent et Grenadine, Samoa, San Marin, les îles Turks and Caicos et Vanuatu.

Macao et Hongkong, Malte figureraient-ils par hasard sur une liste occulte, transparente ?

Et la liste blanche, elle a disparu, mais peut-être était-elle réservée à des pays au-dessus de tout soupçon comme la Colombie ou l'Afghanistan qui produisent sous la protection de l'armée américaine (et de l'Otan) des fameuses poudres blanches ! Réfléchissez un instant camarades, un peu de sérieux, comment pourrait-on accuser les paradis fiscaux d'abriter et de blanchir de l'argent sale dès lors qu'ils remplissent leurs coffres d'argent blanc comme neige, franchement ?

En fait tous les impérialismes possèdent leur propre paradis fiscaux, et nous pouvons constater ici que les autorités chinoises avec lesquelles personne ne voulait se fâcher ont obtenu gain de cause. Il paraîtrait même que les relations entre la France et la Chine seraient au beau fixe...

En guise de conclusion.

Mieux que de longs discours, la dépêche suivante d'hier de l'Associated Press confirme que le G20 d'hier n'a rien réglé, bien que les Bourses du monde entier se soient envolées.

« Le Conseil financier des normes comptables (FASB), qui fixe les règles en matière de comptabilité aux Etats-Unis, a donné jeudi une plus grande marge de manoeuvre aux entreprises pour évaluer leurs actifs, offrant ainsi une bouffée d'oxygène potentielle aux banques américaines touchées par la crise. Le FASB a adopté les nouvelles règles dans le cadre d'une réglementation qui oblige les entreprises à évaluer leurs actifs aux prix reflétant l'état actuel du marché.

Cette réforme va permettre d'évaluer les actifs aux prix qu'ils auraient atteints lors d'une vente "ordonnée", par opposition à une vente forcée ou sous pression. Ces nouvelles règles s'appliqueront à partir du deuxième trimestre 2009, commencé ce mois-ci.

Les règles actuelles ont contraint les banques à réduire fortement la valeur de certains actifs, surtout les titres liés aux emprunts immobiliers à risques "*subprimes*". Le secteur bancaire et les parlementaires démocrates et républicains avaient demandé un assouplissement de la législation. On estime que 2.000 milliards de dollars d'actifs douteux plombent les comptes des banques américaines.

Reste que, selon certains experts, les nouvelles règles pourraient nuire au plan de sauvetage du gouvernement prévoyant un partenariat public-privé pour racheter 500 milliards de dollars de créances toxiques aux banques.

Certaines sociétés pourraient être tentées d'utiliser l'assouplissement de la réglementation pour augmenter la valeur comptable de leurs actifs à des "niveaux irréalistes", a expliqué Robert Willens, un expert en

comptabilité de Wall Street, dans un entretien à l'Associated Press la semaine dernière. Cette réforme "pourrait venir au moment le plus inopportun", avait-il estimé. »

Vous aurez compris qu'ils n'ont rien trouvé d'autres que d'encourager la généralisation de la production de faux bilans comptables pour sauver les institutions financières de la faillite et recevoir des milliards de l'Etat, mieux, pour qu'elles se restructurent ou rachètent d'autres entreprises en difficulté, ou tout simplement pour ne pas payer d'impôt ou peu.

Que ne seraient-ils pas prêts à faire pour éviter que tout le système capitalisme ne s'écroule ? Laissons dire Gordon Brown : « *Franchement, c'est au-delà de ce que nous pouvons imaginer* », on ne peut pas s'empêcher d'ajouter : continuez vous êtes dans la bonne voie, vous préparez les conditions du combat de classe de demain, on en a impérativement besoin pour renverser le capitalisme...

Je vous ai fait grâce du misérable commentaire qui aurait consisté à dire que le G20 avait oublié les travailleurs, qu'il avait été entièrement consacré à sauver le capitalisme, etc. propos qui ne pourraient venir que de valets du capital. D'ailleurs ils n'ont pas oublié les travailleurs, ils les ont piétinés, matraqués !